



Cahiers de l'Urmis

7 | 2001

Débat : la nation, l'Europe, la démocratie

La séparation de l'État et de la nation

Alain Touraine



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/urmis/12>

ISSN : 1773-021X

Éditeur

Urmis-UMR 7032

Édition imprimée

Date de publication : 7 juin 2001

ISSN : 1287-471X

Référence électronique

Alain Touraine, « La séparation de l'État et de la nation », *Cahiers de l'Urmis* [En ligne], 7 | juin 2001, mis en ligne le 15 février 2004, consulté le 20 avril 2019. URL : <http://journals.openedition.org/urmis/12>

Ce document a été généré automatiquement le 20 avril 2019.



Les contenus des *Cahiers de l'Urmis* sont disponibles selon les termes de la Licence Creative Commons Attribution - Pas d'Utilisation Commerciale - Pas de Modification 4.0 International.

La séparation de l'État et de la nation

Alain Touraine

- 1 Je me souviens, il y a un ou deux ans, d'une rencontre à Rome organisée par Jürgen Habermas et notre collègue Jacomo Malama. J'avais été très impressionné par les déclarations d'Habermas qui m'ont semblé profondément et pertinemment critiques à l'égard de notre mode de pensée traditionnel. Ses arguments étaient dirigés contre des termes comme "État européen", "État social-démocrate", "État-providence". Selon lui, nos États-nations, même lorsqu'ils se considèrent comme progressistes, ne le sont plus. J'ai été frappé lorsqu'il a affirmé que nos pays européens avaient perdu leur capacité de créer de la démocratie. Bien plus, non seulement notre fameux État-providence ne crée pas une société plus égale, mais en plus, il favorise à différents niveaux, par exemple à travers l'éducation, l'accroissement des inégalités.
- 2 Il aurait été probablement impossible de dire de telles choses il y a dix ou vingt ans, en particulier à l'Université. Mais c'est un fait que nous avons perdu toute confiance dans le modèle d'une société progressiste fondée sur l'État. C'est une situation réellement nouvelle et difficile. Pendant longtemps, il était en effet évident que face à un capitalisme vraiment mature et internationalisé, la seule façon de promouvoir le progrès social et l'égalité résidait dans l'action de l'État. Pendant vingt ou trente ans, après la guerre, pratiquement partout en Europe et dans le monde, nous avons fait l'expérience d'un projet national global (économique, social et politique) de développement relativement positif, de reconstruction sociale. C'était et c'est encore quasiment impossible de dire que nous ne pouvons plus désormais compter sur l'État-nation pour limiter les conséquences négatives d'une pure économie capitaliste. La conclusion est si difficile à accepter qu'il nous semble pratiquement impossible d'élaborer une réponse, de sortir de cette impasse. La réaction qui lui est le plus souvent apportée est de se résoudre à accepter l'idée du déclin de l'État-nation. Reconnaissons l'inévitable domination d'une économie mondialisée, tout en maintenant nos droits sociaux, civiques et pourquoi pas culturels. Nous devrions croire en cette fameuse idée de globalisation et renoncer à essayer de trouver une réponse politique à ses conséquences néfastes.

- 3 Je combats ce point de vue car je ne pense pas que nous vivions dans une économie globalisée et un système mondial. Durant les dix dernières années, nous avons été dominés par une idéologie extrêmement efficace mais qui ne correspond pas aux faits. Lorsque nous disons globalisation, cela signifie justement que le commerce international est en expansion depuis des décennies. Pourtant, aujourd'hui encore, aucun pays n'atteint le degré d'ouverture que celui que pratiquait la Grande-Bretagne en 1930. L'idée de globalisation signifie que l'économie fonctionne à un niveau planétaire. A ce niveau aucun pouvoir — ou autorité politique — social, moral ne pourrait contrôler l'économie. Par conséquent, nous vivons dans un monde dans lequel le système économique ne peut pas et ne doit pas être contrôlé par une quelconque politique. Ceci ne correspond pas aux faits.
- 4 Aucun économiste au monde n'a jamais pensé que l'internationalisation, l'ouverture du commerce était le seul ou le principal facteur de la croissance économique. Tous les économistes ont dit que les facteurs les plus déterminants de la croissance étaient les facteurs non économiques, en particulier l'éducation. D'autre part, nous constatons que notre système économique international a connu des crises régionales réellement sérieuses. Dans une certaine mesure, quelques unes de ces crises ont été directement liées aux mouvements internationaux de capitaux. C'est vrai pour les deux crises mexicaines et la crise dans le Sud-Est asiatique. Ce n'est certainement pas vrai de la crise du rouble en août 1998 qui avait des causes internes, ni de la longue crise japonaise qui était due à une crise du système bancaire de ce pays, et la crise brésilienne de l'année dernière qui était directement liée au déficit fiscal de l'État. Ce que nous observons avant tout, et qui avait été avancé il y a un moment par Jürgen Habermas, c'est l'énorme diversité de ce système économique.
- 5 Nos économies sont à un très faible degré des systèmes capitalistes purs : l'intervention de l'État et le rôle de toutes sortes d'acteurs revêtent une grande importance. D'autre part, et c'est le plus important aujourd'hui, il n'y a absolument aucune raison d'identifier la soi-disant globalisation avec la formation d'un nouveau type de société appelée "société de l'information". Il n'y a aucun lien entre les deux. Il est donc extrêmement positif d'observer qu'aujourd'hui, même en Europe, nous parlons moins de globalisation mais beaucoup plus de la "nouvelle économie" ou de la société de l'information. Notre processus de transformation n'est pas purement capitaliste et aucun autre processus de transformation ne devrait être identifié à la structure et aux problèmes internes d'un nouveau type de production.
- 6 Dans une certaine mesure, nous découvrons dans nos sociétés le rôle de la production, en particulier en Europe. Il est intéressant de constater que les pays qui sont plutôt en croissance lente comme l'Allemagne ou la France maintiennent un type industriel d'organisation. C'est probablement plus vrai en Allemagne qui fût l'une des nations les plus industrialisées. Ce problème n'a rien à faire avec la globalisation. Dire que tous les aspects de notre situation, l'hégémonie américaine, le développement des nouvelles technologies, de nouveaux réseaux financiers, que tout ceci est attribué à une seule et même transformation globale, est insoutenable. Je pense que dans cinq ans nous parlerons beaucoup moins de la mondialisation et probablement plus, comme les Américains l'ont fait, de la création et de la diffusion de nouveaux systèmes de production et de leurs résultats positifs. A l'heure actuelle, nous essayons d'éliminer une solution, une réponse irréaliste à nos problèmes, qui prend la forme de ce que les Français décrivaient il y a cinq ans comme la "pensée unique", caractérisée par l'absence de

différence entre la gauche et la droite. Nous ne vivons pas dans cette situation mais face à une pluralité de choix.

- 7 Je peux désormais revenir à notre problème principal. La question la plus importante pour moi, est la suivante : si l'État-nation n'est plus porteur de sens, n'est plus capable de créer de nouveaux agencements de la vie politique et sociale, s'il y a un déclin vraiment visible du système politique national, pouvons-nous imaginer construire un nouveau système politique à un niveau plus élevé ?
- 8 Certaines personnes opteront pour le niveau mondial. Nous devons certes prendre en compte sérieusement la création d'une cour internationale, d'une organisation économique internationale, du développement du rôle de certaines organisations comme *Amnesty International* ou pourquoi pas de certaines églises. Mais nous sentons tous qu'il n'y a pas de réelle possibilité de créer un pouvoir mondial car ce travail est effectué par le gouvernement des États-Unis qui n'a probablement pas l'intention d'abandonner son hégémonie. J'ai pour ma part quelques difficultés aujourd'hui à comprendre ce qu'une " nation " ou un système politique européen peuvent être.
- 9 Ce que j'accepte volontiers, c'est l'idée d'une Constitution européenne qui représente en un certain sens le niveau le plus bas d'intégration politique. Nous nous mettons d'accord sur des droits et des procédures basiques, sans supporter aucun principe d'intégration politique. Quand les Américains ont écrit leur constitution, ce fut le résultat d'une longue lutte nationale et sociale. Ce fut la même chose en France avec la Déclaration des droits de l'Homme et du citoyen. Je considère que l'idée d'une Constitution européenne est forte et j'espère qu'elle sera adoptée, mais précisément, parce que c'est une idée limitée qui présuppose un faible degré d'intégration.
- 10 Nous sommes tous impressionnés et en un certain sens préoccupés par ce qu'il arrivera quand les États membres seront si nombreux. Cette question a été discutée au sommet de Nice et peu de gens sont optimistes à propos de la conclusion de ce sommet. Que se passera-t-il ? Nous avons à intégrer, politiquement parlant, des pays très différents. Si je considère les pays de l'Est et en particulier la Pologne, je suis profondément impressionné par l'engagement du peuple polonais. La chose importante pour eux était d'entrer dans l'OTAN car cela signifiait que la frontière de l'Europe était désormais entre eux et la Russie. Entrer dans l'Union est rentrer dans la maison commune.
- 11 Une politique d'intégration Européenne, doit, pour être réelle, reposer sur deux piliers à la fois complémentaires et opposés. D'une part, il faut rendre possible l'existence d'une Europe économique tout en sachant qu'elle ne peut fonctionner sans règles du jeu. Or aujourd'hui une partie importante de l'Europe ne participe pas à l'union monétaire. D'autre part, l'Europe a besoin de symboles et d'instruments institutionnels d'intégration unifiés, en particulier pour les pays d'Europe centrale et orientale qui ont vécu un système communiste hautement centralisé et contrôlé.
- 12 Le rôle d'une nation européenne ne peut être que limité. Si aujourd'hui, l'Europe est un État, celui-ci est le contraire d'un État-nation. Ce que l'on observe actuellement, ce n'est pas la disparition de l'État-nation mais la séparation croissante entre l'État et la nation. Ce qui est frappant, c'est que l'ensemble des éléments d'une société deviennent de plus en plus séparés. L'Europe est déjà un État, avec sa monnaie, ses lois et ses règlements, nous le savons tous : elle a du pouvoir. Par ailleurs, beaucoup d'identités culturelles ne sont pas définies au niveau national mais à d'autres niveaux. L'Europe peut être plus qu'un espace, qu'une union constitutionnelle. Je pense que quels que soient ses résultats, elle ira aussi

loin que le système économique et l'hégémonie américaine pourront l'accepter. Mais elle ne deviendra pas une nation. Cependant, les nations vont se maintenir et se transformer. L'évolution générale que nous avons vécue se caractérise par la destruction progressive de toutes les formes de communauté. Il y a d'une part le système économique global et le développement technologique et de l'autre, se séparant de plus en plus des premiers, la société culturelle. Nous construisons tous les jours de nouvelles règles de comportement personnel et collectif mais sans contenu social, sans référence à l'intérêt général. Ce que nous appelons aujourd'hui la société civile est une nouvelle modalité de société politique, qui correspond à la défense des droits culturels. De la même façon, les syndicats furent créés pour défendre les droits sociaux et les partis politiques pour promouvoir les droits civils et politiques. Or, ce que nous observons, c'est l'autonomie et la distance grandissantes entre le système économique d'une part, et les revendications culturelles et personnelles d'autre part, qui sont de moins en moins définies en politique car elles incluent de fortes dimensions de créativité et d'imagination. Dès lors, comment combiner ce système économique international avec des revendications et des éléments d'organisation culturels qui ne sont ni nationaux ni sociaux ?

- 13 Nous avons besoin d'un niveau institutionnel, d'un espace politique où la course et le débat permanents entre les droits et les intérêts peuvent avoir lieu. Dans le monde dans lequel nous vivons, particulièrement en Europe, le seul niveau auquel ce débat peut prendre place est celui de la nation. Aucun autre niveau ne peut mieux correspondre à ces processus politiques. Certes peu de gens dénieront que demain ces processus politiques devraient être traités à l'échelle internationale. Cette évolution, si elle a lieu, pourra être très positive. On imagine un parlement européen plus puissant, des élections européennes plus significatives... Mais l'histoire a construit dans notre partie du monde (le continent américain, l'Europe occidentale et probablement demain l'Europe centrale et orientale) un ensemble d'institutions politiques, du parlement aux médias, très fortement interconnectées. J'ai tendance à considérer la nation non pas comme une partie de l'État-nation, encore moins comme un État ethnique, mais comme un champ institutionnel dans lequel il y a une tension constante entre la création de droits et l'organisation et la régulation des intérêts. Il convient d'éviter d'une part que l'économie soit de moins en moins contrôlée, et d'autre part, que la défense des droits culturels prenne la forme de revendications communautaristes.
- 14 Je ne pense pas être un citoyen européen, mais un national d'Europe. L'Europe sera mon État ; la France ou peut-être même la Corse ou le Pays Basque sera ma nation. Nous allons avoir plusieurs nations à plusieurs niveaux. Si c'est relativement positif, il est à mon avis insuffisant de dire que nous pouvons reconstruire la prééminence des institutions politiques à un niveau supérieur. Nous devons accepter l'affaiblissement du principe politique d'unification de la société, tout en évitant une complète opposition entre vie économique et choix culturels. Mais nous avons besoin de neutraliser la violence dans les deux cas. Nous avons besoin, entre eux, d'un espace public et d'un système politique institutionnel qui, je pense, au moins dans un futur proche, correspondra à l'espace national plus qu'à tout autre.

AUTEUR

ALAIN TOURAINE

Sociologue, Directeur de recherches au CNRS